

Que signifie le titre de notre journal ?

Nous sommes redevables à nos lecteurs ouvriers et travailleurs d'expliquer pourquoi nous avons choisi précisément ce titre, une idée et une pratique tellement décriées, attaquées et même ridiculisées par le capital et ses serviteurs, ou reniées, abandonnées et même raillées par la plupart de ses opposants accomodants. La seule explication de ce choix, pensons-nous, équivaut à la présentation de la situation et ses défis.

Depuis toujours, ceux qui possèdent la richesse et ses moyens nous racontent que la lutte de classes n'existe pas. En cela ils étaient - et sont ! - aidés et servis non seulement par les gardiens du pouvoir de toute sorte, mais encore par une masse écrasante et variée de donateurs de leçons. Ils poussent cette chansonnette à plusieurs voix en manipulant tous les journaux et télévisions détenus et guidés par eux, mais aussi les livres, les spectacles et les cinémas jusqu'aux écoles et les églises.

Depuis une bonne trentaine d'années, ils entonnent cette rengaine encore plus fortement. Justement depuis que le capital voulait muscler et grossir ses profits en recourant à tous les forçeps et toutes les ruses. Plus il pressait les travailleurs à suer le profit, plus il les déposait de leurs droits, et plus il proclamait la fraternité entre tous. Et bien évidemment, plus fortement il condamnait la pensée même d'une lutte de classes. En concert avec ses serviteurs variés et innombrables, ils allaient jusqu'à ranger l'idée de cette lutte, comme une vieillie démodée parmi d'autres restes du passé. Alors même que c'est avec la mélodie doucereuse et soporifique de ce refrain qu'ils ont amorcé la démolition systématique de tout un ensemble des avantages sociaux des travailleurs. Le grignotage méthodique du Code de travail, de la Sécurité sociale, tout ce « salaire social », une véritable lutte de classes ! - était, et reste accompagnée par ce grand tapage sur la fin de la lutte de classes.

En réalité, pendant de longues décades ils ont mené leur lutte de classes incessante, conséquente et centralisée, souvent camouflée et rampante contre les ouvriers et leurs droits en les trompant, endormant et les désarmant avec leur conte de fée

Or depuis les années de la crise, tous les travailleurs ressentent - encore plus violemment - les nombreuses difficultés de leur existence. Elles alourdissent leur vie brutalement et chaque jour davantage. Leurs salaires se contractent rapidement et restent de plus en plus maigres au marché, dans les magasins et partout ailleurs. Ils raccourcissent à vue d'œil face aux prix qui, eux, montent insidieusement. Ils sont rabattus encore plus par la cherté indécente toujours grandissante de logement, de transport, de services, - de toute existence humaine. Au lieu d'être animés par l'espoir d'une vie meilleure, c'est la menace croissante du chômage qui les angoisse.

Ceux qui ont perdu leur travail éprouvent, en plus, l'amertume d'avoir perdu et le salaire et l'espoir. Leur nombre augmente tous les jours. Ils sont poussés vers la rue, en dehors de la société comme des pestiférés d'antan. De bonnes âmes bien pensantes leur infligent le stigmate lâche et humiliant d'« exclus ». Tout un programme ! - qui s'adapte à ce désastre en l'acceptant comme une fatalité - et planche de salut bien commode du capital.

Les plus vulnérables de tous sont les jeunes, car frappés sans ressources, sans réserves et sans expériences. Ils sont aussi privés d'espérances, de rêves et d'ambitions, trésors de toutes les jeunesse. Le chômage dévore ses rangs encore plus massivement que ceux de tous les autres. Ceux qui se préparent à la vie dans les écoles voient la pauvreté grandir autour d'eux et les voies d'issue se fermer pour eux. Le futur est brisé et l'avenir s'est assombri pour toute une génération.

En même temps, on voit bien que les patrons augmentent leurs revenus, même s'ils conduisent leurs entreprises à la faillite. Les riches deviennent plus riches, ils empochent des sommes astronomiques, alors que les prolétaires sont paupérisés. Même les bien-pensants se lamentent de l'inégalité croissante. Comme réponse, on nous chantonne la fin de la lutte de classes... Non seulement le capital nous exploite, et nous déposède de nos droits, mais avec ses serviteurs ils nous prennent pour des imbéciles !

Et c'est pareil dans tous les pays, particulièrement dans notre vieille Europe. Partout les millions d'en bas sont dans la même situation. S'il y a une différence évidente entre eux, cela

vient du niveau général du pays où ils vivent. C'est aussi la situation spéciale de chacun qui les distingue. Mais partout ils sont soumis au même système de contrôle et d'exploitation et en subissent les mêmes fléaux. C'est cela qui les unit solidement, en dépit de différences, car ayant mille visages, leur misère est commune. Ils subissent les coups du même capital qu'ils soient en France de l'euro ou en Grande-Bretagne à l'extérieur, en Grèce et en Espagne appauvris ou en Suède et en Allemagne enrichis.

Justement, depuis la crise, le capital aux abois a renforcé sa lutte de classes féroce et multiplié ses attaques. Les ouvriers et tous les travailleurs sont frappés par ses coups revigorés qu'il leur porte dans tous les pays, aidés et orchestrés mêmes par les pouvoirs politiques. Ils ont suscité toute une offensive générale contre tous les acquis, avantages et bénéfices ainsi que les droits que les travailleurs européens ont arrachés par leurs longues luttes historiques.

Le capital européen et ses gouvernements ont confié le sale travail d'attaque contre ces droits à leurs pantins « européens ». Ils se cachent derrière ces marionnettes sans mérite, sans responsabilité et souvent sans nom mais toujours sans être élus qui, intouchables dans leur Bruxelles et Francfort, planifient et organisent cette offensive. La fermeture des usines, la réduction des salaires de ceux qui travaillent encore, la diminution drastique des bénéfices et la suppression des avantages divers, la fermeture des hôpitaux jusqu'à celle des bureaux de poste, ainsi que les attaques successives contre le système de retraite, la Sécurité sociale et le Code de travail déjà laminés, - tout cela est présenté comme la « solution » de la crise ! Ce mensonge énorme rejoint l'autre qui présente ce calvaire comme s'il était le chemin de l'unification de l'Europe. Qui peut croire à ces tromperies colossales que toute une ribambelle des serviteurs essaye de nous faire avaler ?

Regardez déjà la Grèce, le Portugal, l'Irlande l'Espagne et l'Italie qui sont durement et vicieusement ravagés par ces exigences violentes. Ces pays sont soumis à la dictature impitoyable du capital financier dont les proconsuls voraces contrôlent directement la vie. Florissants il y a peu, ces pays ressemblent maintenant aux champs de bataille désolés. Ruinés, dévastés et spoliés, ils évoquent les colonies pillées par ce même capital. (Suite p.2)

Cinq mots

Etant donné que le titre de ce petit journal est présenté ci-contre, disons quelques mots concernant son sous-titre, ainsi que ses ambitions et ses manières.

Etant trotskystes, à savoir marxistes qui ne s'arrêtent pas à la mort de Marx ou à celle de Lénine, nous ne voulions pas cacher notre appartenance à ce courant historique qui, seul dans le mouvement communiste, a fait montre d'une opposition théorique et politique conséquente, payée chèrement, à la réaction stalinienne, et que même nos camarades communistes d'aujourd'hui admettent.

Par contre, l'ultime œuvre de Léon Trotsky, Quatrième Internationale, suite aux aléas de l'histoire a fini dans un morcellement de courants internationaux impuissants, balancés au gré des événements entre le sectarisme et opportunisme, dont le résultat fut l'ossification en état de sectes. Plus rien ou presque ne relevait de la lutte intransigeante du compagnon de Lénine, ni du marxisme, ses textes même devenaient encombrants, et on « innovait » et improvisait à tout va. Pour éviter de regarder le XXe siècle en face, de le comprendre et transmettre ses enseignements, on divaguait sur le « socialisme du XXIe siècle ». Avant de se débarrasser de Trotsky, il fallait se débarrasser de Lénine.

Workers International est en Europe actuellement et partiellement plus un réseau de camarades internationalistes, qu'une organisation structurée. Ce journal est sa tribune en France, éditée par quelques camarades.

Depuis de longue date, en France, nous n'appartenons à aucun des trois courants trotskystes dits « historiques », qui ont fini par délaisser ou caricaturer l'œuvre de Trotsky. Nos « frères ennemis » ont assisté au long et lourd dépérissement du PCF, parti dominant et dirigeant de la classe ouvrière dans ce pays, incapables d'offrir la solution alternative, se réjouissant presque de sa chute, comme si la chute du PCF signifiait automatiquement la renaissance du mouvement ouvrier. Leurs derniers scores électoraux, entre 0,3 et 1%, sans parler de leur presse et organisation propre, trois quarts de siècle après la naissance de l'opposition de gauche trotskyste, montre leur faillite irrévocable.

Mais la dernière crise du capitalisme, et tout ce que cela comporte en termes de barbarie, exigeait impérativement, malgré l'indigence de nos moyens humains et matériels, de soutenir l'unité ouvrière en lutte, y compris sur le plan électoral représenté par le Front de Gauche, que sur le plan de sa conscience de classe, empoisonnée par les fumisteries idéologiques bourgeoises, surtout celles qui se revendiquent de gauche, pires de toutes. Nos frères ne sont pas cette cohorte de députés, professeurs, journalistes, sénateurs de gauche, ex-trotskystes, actuels ou futurs, ayant changé le ruban rouge pour le ruban rose - ou plutôt républicain tricolore - et devenus suivant leurs ambitions carriéristes la pièce de rechange du capital, mais cette nouvelle jeunesse et ces ouvriers de mouvance communiste, qu'on jette sur le pavé des usines délocalisées comme marchandise désormais inutile.

C'est pourquoi nous recueillerons à bras ouvert toute correspondance, témoignage, critique ou suggestion de la part des ouvriers et leurs militants politiques et syndicaux. Notre point de vue n'est pas celui du « peuple de gauche », qu'on qualifiait naguère sans réserve mentale simplement « peuple », mais celui des intérêts de classe des travailleurs, de nature internationale, et celui du marxisme, outil incontournable de compréhension et de la lutte. Le mouvement ouvrier n'a jamais pu se passer de confrontation d'idées. Les travailleurs jugeront sur pièce.

Remettre sur pied de combat un mouvement ouvrier de masse, qui rompt avec le fatalisme, l'attentisme électoral, divisions internes, illusions et préjugés divers, bref qui prend son sort dans ses propres mains, signifie de parler le langage franc, direct et parfois dérangeant. Les ouvriers conscients ont toujours préféré la parole directe et rude à un discours doucereux et flatteur de politique contorsionniste des partis qui n'étaient que de faux amis.

Dans la mesure de nos forces, nous traiterons toutes les questions de vie et de lutte des travailleurs, depuis les petits faits de la vie quotidienne jusqu'aux questions complexes de l'économie politique, en passant par la vie politique courante, la conscience de classe étant tributaire des trois. Sans oublier la culture. L'avenir dira si notre contribution était bonne et utile dans la longue lutte pour la conquête du pouvoir des travailleurs et l'édification socialiste consécutive.

ACCORD ENTRE TROIS SYNDICATS ET PATRONAT

Un grand pas de plus au service de la Bourgeoisie contre les travailleurs

et unique base de ces exigences présentées par le Medef.

C'est juste avant de boucler ce premier numéro de notre *Lutte de classes* que la nouvelle d'un soi-disant accord national entre les syndicats et le patronat a été annoncée. Nous ne pourrions-nous en occuper en détail que dans le prochain numéro. Mais dès maintenant il importe d'esquisser sa portée et d'en désigner les principales caractéristiques.

Même si, formellement, il s'agit de la conclusion d'une série de négociations entre les syndicats et l'organisation de la bourgeoisie (Medef), c'est le gouvernement de Hollande qui est l'inspirateur décisif et l'organisateur principal de ces négociations et de leur pseudo-accord. Depuis de longues années, Hollande et ses proches professent leur politique social-démocrate, historiquement caractérisée par sa disposition à la capitulation devant les exigences bourgeoises essentielles en échange - dans le meilleur cas - de quelques concessions apparentes ou secondaires. Le ministre de travail Sapin et son équipe ont été personnellement impliqués dans l'ensemble de ce processus, en poussant les syndicats à se ranger derrière les revendications du Medef. D'ailleurs, une particularité bizarre déterminait ses négociations : l'ensemble s'est déroulé sur la seule

Ce que la presse nous présente maintenant comme un accord, constitue un acte de démolition supplémentaire du Code de travail, issu de l'offensive délibérée et frontale que la bourgeoisie et ses acolytes dirigent contre les acquis des travailleurs. Il généralise encore plus le travail précaire et la diminution des salaires. Il rend ainsi ces destructions officielles, et les codifie même. De plus, il facilite largement les licenciements, alors que beaucoup revendiquent précisément leur punition. Quoi de plus normal donc que nous criions honte aux dirigeants syndicaux de la CFDT et d'autres de signer une telle capitulation en échange de quelques miettes - incertaines.

A l'inverse, le plus grand syndicat, la CGT n'a pas signé ! Ni la FO ! On ne peut pas retenir un grand bravo à nos camarades syndicalistes qui ont résisté à la grande pression, en leur exprimant notre soutien énergique à ce refus, signe évidente de la volonté des travailleurs.

Il reste deux faits importants à préciser. D'abord, notre étonnement - et mépris - à l'égard de ceux qui, comme toute la bourgeoisie, le pouvoir de Hollande, et la presse unanime crient victoire et, enivrés et élogieux de ce résultat pourtant maigrichon,

célébrent une prétendue victoire. Alors qu'en réalité, la CGT et la FO réunies représentent la majorité de la classe ouvrière et les travailleurs français ! Ces gens qui chantent victoire sont donc aussi loin de la démocratie que sont leurs guides, les marionnettes non élus de Bruxelles !

La deuxième remarque, encore plus importante à retenir, c'est que rien n'a été véritablement réglé. Encore moins définitivement. Le pseudo-accord est un chiffon de papier sans valeur. A cette ruse de lutte de classe patronale (et gouvernementale) la lutte de classes des travailleurs répondra, où les syndicats non-signataires ont leur place importante de l'organisateur. Balazs NAGY

La lutte des classes, existe-t-elle encore ?

S'il fallait un mot à rajouter à l'article de présentation ci-dessus, ce serait l'enquête récente l'Humanité IFOP qui affirme que « 64% des français croient à la réalité de la lutte des classes », et comme il n'y en a que 54% d'ouvriers qui se sentent appartenir à la classe ouvrière, cela veut dire que même ceux qui appartiennent à d'autres classes sont conscients de cette réalité, que les idéologues de toute sorte cherchent à escamoter.

(Suite de page une)

A qui Veulent-ils faire croire que cette destruction signifie leur sauvetage de la crise? Et que c'est par ces ruines que passe le chemin d'unification d'une Europe meilleure ?

Mais attention ! Ces pays préfigurent le futur proche de tous les autres dans une Europe unifiée dans la misère que le capital moribond est en train de mettre en place. Car contrairement aux promesses perfides et aux croyances naïves, il ne fait pas de quartier. Il ne le peut plus !

Ce système d'exploitation et d'oppression est au bout de son rouleau. Malgré ses vantardises et les glorifications de ses adeptes bien payés, ses profits baissent et s'affaiblissent. Oh, non pas leur quantité ! Celle-ci augmente tous les jours. Mais la portion véridique baisse, celui qui est pressuré du travail des ouvriers. La seule qui, accaparée par le capital, animé et vivifiée son système, lui permettant un développement continu et une expansion sans limite. C'est cela qui est définitivement terminé. C'est cette vérité qui est exprimée dans la dévastation industrielle généralisée. Ce n'est pas par hasard que pendant ces dernières trentaines d'années, le capital essayait de reprendre et de regonfler ses profits industriels et commerciaux perdus par tous les subterfuges raffinés et ruses calamiteuses de la finance. Lorsque - comme il fallait s'y attendre - l'ensemble de cette machinerie immense de spéculation s'est fracassé sur le mur de la réalité, la crise a mis à nu la faillite complète de tout ce système.

Mais encore une fois, attention ! Malgré sa banqueroute totale et en dépit de toute son incapacité manifeste de sortir de son impasse, le système capitaliste ne s'écroule jamais tout seul. Face à son effondrement révélé par la crise, il réagissait immédiatement par l'intensification de sa lutte de classe contre les travailleurs.

Confronté à la perte de ses profits historiques, repoussé dans la concurrence internationale, déplumé par ses aventures financières, le capital européen a violemment réagi. Voilà pourquoi il a relayé ses attaques régulières contre tous les avantages, bénéfices, acquis et droits des travailleurs en une véritable offensive agressive et générale. C'est pour cette raison aussi qu'il ne peut pas cesser ou ajourner son offensive, ni l'abandonner. Soutenus par tous les profiteurs du système, voici que le capital et ses propagandistes et politiciens ont changé même leur langage. Ils appellent « réformes », ce qui n'est que la destruction des anciennes réformes. Car la survie de ce système d'exploitation ne peut plus tolérer ces anciennes réformes progressives. Les mesures sociales favorables aux travailleurs, apparaissent ainsi décidément incompatibles avec ce système lui-même. Ses dépositaires officiels et les profiteurs innombrables en font la démonstration tous les jours. En pratique, comme aussi en parole. Ils disent ouvertement et cyniquement que « nous avons vécu au-dessus de nos moyens ». Autrement dit, un travail régulier pour tous, un salaire acceptable, une retraite décente, un système de santé gratuit et un code de travail équitable sont effectivement au-dessus des moyens - du capitalisme. En même temps le même système assure aux riches toujours plus de richesses sur le dos des gens de plus en plus paupérisés

Voici en grandes lignes l'image actuelle et toute récente de la lutte plus que séculaire que la classe des capitalistes dirige contre les ouvriers et tous les travailleurs. Il est grand temps que ceux-ci réagissent en leur masse avec conscience à ces attaques, en changeant et développant leur résistance et mouvements de défense naturels et spontanés en une lutte de classe réfléchie, ordonnée et vigoureuse. Quant à nous, « *Lutte de classes* » continue à développer cette lutte en la clarifiant davantage et en aidant à éclaircir tous ses aspects.

Depardieu et Poutine

Parler de cette affaire, dont se délecte la presse, dite sérieuse ou celle de caniveau, serait sans objet dans cette feuille politique s'il ne s'agissait que des odeurs de caniveau ou des couloirs d'avion. Or l'histoire de Depardieu, qui en vingt-quatre heures remplace ses amours belges pour l'amour exclusif pour Poutine (merci pour la bourgeoisie hospitalière belge !), n'est pas l'affaire de son ego plus gros que son ventre, pas plus que l'affaire de l'argent à planquer quelques parts. C'est une affaire hautement politique qu'on passe facilement sous silence.

Tandis qu'une grande partie de nos concitoyens s'enfoncent dans la misère, les nantis du spectacle - portes drapeau du cocorico français (Depardieu, Bardot...), de ceux qui pendant presque un siècle disaient aux communistes « Cocos, allez à Moscou si vous n'aimez pas la France » - optent, à l'instar de tous les bourgeois de tous les temps pour leur intérêt de classe avant tout. Le patriotisme dans le monde où l'argent est roi est inventé pour les imbéciles. Leur amour soudain pour la Russie n'est pas l'affaire de l'argent ni des éléphants, mais de choix politique prémédité.

Le chef de l'Etat russe, privatisé par le consortium mafieux comme de tous les biens nationaux de quelque valeur que ce soit, et coiffé par les organes héritiers du KGB, n'a pas besoin de l'argent de Depardieu. Il en dispose mille fois de plus. En délivrant le passeport à l'acteur français en trois heures, il fait savoir qu'il tient à avoir cette tête d'affiche à tout prix, qu'il est prêt de dépenser de l'argent au lieu d'en recevoir pour le ridicule fisc russe (13% d'impôt pour tout le monde).

Poutine, qui a mis en place le troisième despotisme russe en deux siècles - après celui du tsar et celui de Staline - dispose dès maintenant des bandes fascistes « Nachi » pour combattre les

moindres germes de résistance ouvrière et de jeunesse avide de liberté. Pour les petits-enfants et arrière-petits enfants des cosaques il a sorti du placard les uniformes clinquants de leurs ancêtres. Il a verrouillé à mort un grand pays, dont le poids était depuis des siècles décisif pour la destinée des peuples européens. C'est un ours endormi. Il dispose d'un Etat puissant, utilisé à des fins réactionnaires sur toute la ligne, il a de l'argent en proportion inverse avec la misère du peuple russe, mais il est politiquement isolé. Ainsi plus d'un ami de Sarkozy ou de Berlusconi - cet autre ami de Poutine - sont amenés à devenir automatiquement, instinctivement et infailliblement amis de la « Russie glorieuse ». Pour s'y rendre, ils ont un joli train direct Nice-Moscou pour 5000€.

Le vice-premier ministre russe invite les nantis des paradis fiscaux - peu sûrs, car îles ou roches sans armée - à s'installer sous la protection d'un Etat « digne de ce nom ». Il ne se trompe pas : parmi les mafieux et fraudeurs de fisc nationaux il y a plus d'une affiche attrayante pour les besoins politiques du Kremlin. C'est même une mine d'or, aussi riche que les puits du gaz au nord de Sibérie.

La preuve de l'enjeu politico mafieux est l'intimité de Depardieu, le grand adepte des enseignements de saint-Augustin, avec Kadyrov, ce voyou sans foi ni loi, qui a fait sur les ruines de son pays provoquées par les bombes russes un véritable camp de concentration, surplombé de villas kitch des mafieux. L'histoire est plus que symbolique : le petit peuple tchétchène, fier et montagnard, lutte depuis deux siècles contre le despotisme grand-russe, à quelques entr'actes près. Pour vie il n'a eu que lutte pour survie, lutte incrustée au fils de générations dans son gène. Et quel contraste entre ce faux et hypocrite grand Russe qu'est devenu Depardieu, véritable Raspoutine débauché dans la vie comme sur l'écran, avec cette merveilleuse femme qu'était Anna Politkovskaïa, fine et intelligente, véritable Russe celle-là, qui a payé de sa vie l'engagement plus que courageux dans la défense des droits légitimes du peuple tchétchène.

Radoslav PAVLOVIC

Communiqué de l'association SURVIE

La France intervient au Mali et réaffirme son rôle de gendarme

En publiant ce communiqué des camarades de Survie, nous nous joignons à la condamnation de ce qu'il faut bien appeler l'impérialisme français en Afrique, mais nous expliquons différemment certains aspects importants de la rébellion, ce dont nous parlerons dans le prochain numéro. Rédaction

C'est finalement le 10 janvier 2013 que la France est entrée en guerre au Mali. La communication du gouvernement français, reprise sans questionnement par les principaux médias, tend aujourd'hui à légitimer par tous les moyens et tous les arguments cette nouvelle intervention militaire française sur le sol africain et son rôle de «gendarme de l'Afrique». Pour Survie, association qui dénonce depuis longtemps l'ingérence et la domination de la France envers ses anciennes colonies africaines, il est important de rappeler quelques éléments de contexte et d'analyse critique sur cette intervention française, sans minimiser l'ampleur de la crise que connaît le Mali.

La menace que font peser ces groupes armés sur la population et l'intégrité du Mali est indéniable. Leurs exactions

sont connues et ont provoqué la fuite de centaines de milliers de personnes. Après le calvaire vécu par les populations dans le Nord, le soulagement des Maliens en ce moment est compréhensible. Si l'intervention française semble effectivement avoir mis un coup d'arrêt à l'offensive vers le sud du pays de mouvements armés qui se revendiquent d'un islam radical, il existe cependant d'autres motifs, militaires et politiques, à l'opération Serval rendant la conduite française des opérations critiquable.

Le camouflage multilatéral d'une opération française

Cette intervention ne s'inscrit pas dans le cadre des résolutions de l'ONU. Des mois de négociations ont permis de faire voter trois résolutions du Conseil de Sécurité, ouvrant la voie à une intervention internationale sous responsabilité africaine et pouvant faire usage de la force, mais officiellement sans implication directe des militaires français. En informant simplement le Conseil de Sécurité sur le fait que son intervention urgente «s'inscrit dans le cadre de la légalité internationale» eu égard aux dispositions de la Charte de l'ONU, elle a finalement pu justifier une décision bilatérale. Ce changement majeur, qui met ses «partenaires» devant le fait accompli, est complaisamment occulté afin de

Echo des Régions..

FRONT DE GAUCHE
L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ
c'est possible !

MEETING

MERCREDI

23 JANVIER

à Metz - 19h30

PARC DES EXPOSITIONS



Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique, République et Socialisme, Convergences et Alternative, Parti Communiste des Ouvriers de France, Gauche Anticapitaliste, Les Alternatifs
www.placeapeuple2012.fr

laisser à nouveau croire que la France met en œuvre une volonté multilatérale actée au sein de l'ONU. Il est donc nécessaire qu'elle respecte au plus vite les résolutions de l'ONU.

Une fois de plus, la France joue le rôle de gendarme de l'Afrique, en appuyant sa stratégie sur ses relations bilatérales avec des «régimes amis» africains, sur la présence permanente de son armée dans la région et sur sa capacité de projection de forces. Ainsi, les hélicoptères utilisés pour stopper l'offensive adverse sont ceux des forces spéciales françaises de l'opération Sabre, présentes au Burkina Faso voisin (et en Mauritanie) depuis deux ans et renforcées au mois de septembre. C'est surtout le dispositif Epervier, en place au Tchad depuis 1986 alors qu'il était supposé provisoire, qui est mobilisé. A travers l'opération baptisée Serval, ce sont donc les liens que Paris entretient avec des régimes totalement infréquentables, ceux d'Idriss Deby et de Blaise Compaoré, qui se trouvent une nouvelle fois renforcés. Le rôle phare de la France est reconnu par la plupart de ses partenaires occidentaux qui lui emboîtent le pas timidement dans cette intervention (Royaume-Uni, Etats-Unis, Allemagne) sans pour autant engager de troupes combattantes, tandis que d'autres restent en retrait.

Une intervention directe décidée dans l'ombre

Ce scénario rentre dans la logique développée par le nouvel exécutif français, prônant l'intervention militaire comme un «préalable» à la restauration de la paix dans le pays (également en proie à une crise institutionnelle grave). Ces derniers mois, la France n'avait en rien contribué à l'émergence d'une solution collective discutée par l'ensemble des Maliens et de nature à favoriser un consensus politique, préalable à une réorganisation rapide des forces de sécurité. Aujourd'hui, la présence de soldats français jusque dans Bamako - sous couvert de protection des ressortissants - représente une pression importante sur les autorités maliennes en état de grande faiblesse.

L'option d'une intervention directe et rapide des forces françaises était déjà prévue, au vu de la rapidité de mise en œuvre, et ce bien avant que l'offensive ne se rapproche

de Sevre - Mopti. L'aval du Parlement n'est pas nécessaire à l'Élysée pour déclencher une opération extérieure, ce qui marque l'insuffisance de la modification constitutionnelle de juillet 2008 relative au contrôle parlementaire des opérations extérieures. De rares réactions critiques dans la classe politique soulignent cette absence de concertation. La nature préméditée de cette intervention armée aurait indiscutablement dû susciter une prise de décision parlementaire.

Dans l'immédiat, l'opération Serval a déjà basculé dans une phase offensive et semble devoir se prolonger dans la durée. Cette logique occulte délibérément les risques pour la population malienne et les Etats de la région, de même que les perspectives politiques et la période post-conflit. Le bilan accablant des récents antécédents français en Afrique montre pourtant que ces risques sont bien réels. Les interventions de 2011 en Côte d'Ivoire et en Libye ont en effet débouché sur des situations internes explosives, passées sous silence.

En conclusion, la crise malienne et cette nouvelle intervention militaire française en Afrique révèlent l'échec de 50 années de « coopération » avec l'Afrique: armées incapables de protéger leurs populations, chefs d'Etat médiateurs de crises eux-mêmes putschistes, accords de défense et bases militaires qui ont perpétué le rôle de gendarme de l'Afrique que la France s'est historiquement octroyé. On ne peut que constater l'incapacité des institutions africaines et multilatérales à organiser la moindre opération de sécurisation dans la région sans avoir recours au poids lourd français, qui a tout fait pour se rendre incontournable. Ces événements appellent une fois de plus à une remise en cause de l'ensemble du cadre des relations franco-africaines.

Association Survie
le 14 janvier 2013